

COMMUNIQUÉ

Centime climatique: quadrature helvétique du cercle climatique

Crédible et durable

La Fédération routière suisse FRS demande la rapide application du centime climatique. Cette mesure volontaire proposée par l'économie et les associations routières répond de manière optimale aussi bien aux exigences de la loi sur le CO₂ qu'à celles du protocole de Kyoto.

Dans une déclaration commune datée du 18 mars 2005 concernant la politique climatique, l'Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage (OFEFP) et le Forum économique mondial (WEF) ont relevé ce qui suit (trad.): «(...) Le protocole de Kyoto est un instrument utile pour répondre aux changements climatiques au niveau international. Dans cet effort, le commerce international des certificats d'émission joue un rôle important. (...) La loi sur le CO₂ est au cœur de la politique climatique suisse. Elle se base sur les mesures volontaires de l'économie et sur des incitations économiques données par l'Etat. (...) Une politique climatique efficiente et efficace doit reposer sur la collaboration entre les autorités et l'économie. Il faut à cet effet fixer des objectifs clairs, chercher des solutions novatrices et mettre en place des conditions-cadres stables.»

Développé et présenté il y a presque trois ans déjà par l'Union pétrolière et les associations routières, le centime climatique est incontestablement la solution la plus novatrice. Elle fait le lien entre la loi sur le CO₂ et le protocole de Kyoto et répond de manière optimale aux exigences de ces deux textes. Le dit centime climatique intégral tient parfaitement compte de la déclaration commune de l'OFEFP et du WEF et offre en quelque sorte une quadrature helvétique du cercle climatique. En effet, le centime climatique

- est une mesure volontaire dans le sens de la loi sur le CO₂;
- exploite les possibilités du commerce international des certificats selon le protocole de Kyoto;
- réduit les émissions de CO₂ au lieu de simplement les repousser au-delà des frontières suisses;
- n'entraîne pas une baisse de recettes de 500 millions de francs pour la caisse fédérale, perte qui résulterait du fait que les automobilistes étrangers ne feraient plus le plein en Suisse;
- est économiquement efficient et soutient aussi les efforts faits en Suisse;
- n'est pas seulement soutenu par les consommateurs (TCS, ACS, SSPF, etc.), mais aussi par l'économie (economiesuisse, USAM, etc.) en lieu et place de la taxe CO₂.

Les engagements que la Suisse a pris au niveau international en politique climatique peuvent être respectés de manière avantageuse et financièrement supportable pour l'environnement, la société et l'économie grâce au centime climatique. Ce dernier apporte ainsi une contribution concrète et crédible à la stratégie du développement durable voulue par le Conseil fédéral.

Bern, le 22 mars 2005